

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)
(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

ORDONNANCE DU 13 JANVIER 2021

N° 2021 - 13

Décision déferée au premier président :

N° RG 21/00010 -
N° Portalis
DBVK-V-B7F-O2C
F

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 30 décembre 2020 enregistrée au répertoire général sous le n° 20/01455.

ENTRE :

Madame]
née le 14 8
de nationalité Française
Centre Hospitalier Régional Universitaire
34295 MONTPELLIER CX 5

C/

**LE DIRECTEUR DU
CENTRE
HOSPITALIER
REGIONAL
UNIVERSITAIRE**

Appelante

Comparante, par communication téléphonique, assistée de **Me David GUYON**,
avocat commis d'office

ET :

**PARQUET
GENERAL**

**Monsieur LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL
UNIVERSITAIRE**
Spécialisé psychiatrique
La Colombière
34295 MONTPELLIER CEDEX 5
Non comparant

(tiers)

Non comparant

PARQUET GENERAL
cour d'appel
1 rue Foch
34000 MONTPELLIER
Non comparant

DEBATS

L'affaire a été débattue le 12 Janvier 2021, en audience publique, devant Myriam BOUZAT, conseillère, déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Mélanie VANNIER greffier et mise en délibéré au 13 janvier 2021.

ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Myriam BOUZAT, conseiller, et , Mélanie VANNIER greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n° 2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 30 Décembre 2020,

Vu l'appel formé le 01 Janvier 2021 par **Madame** reçu au greffe
de la cour le 01 Janvier 2021,

Vu l'article 1^{er} du décret n° 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale visant l'application de ses règles jusqu'au délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire fixé au 16 février 2021.

Vu les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés qui édicte:

“Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience ou l'audition se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des personnes y participant et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats, ou la personne à auditionner, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

Dans les cas prévus au présent article, les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. Le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.

Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré.”

Vu l'avis du ministère public en date du 11 janvier 2021 requérant la confirmation de l'ordonnance querellée,

Vu le procès-verbal d'audience du 12 janvier 2021.

PRÉTENTIONS DES PARTIES

A l'audience Madame déclare aller mieux et devoir bientôt sortir d'hospitalisation en contradiction avec le certificat médical de situation du 8 janvier 2021 qui lui

a été lu par la magistrate.

L'avocat de **Madame** _____ fait valoir au soutien de la demande de mainlevée les moyens soulevés dans la déclaration d'appel.

Le représentant du ministère public conclut à la confirmation de l'ordonnance querellée.

MOTIFS

Sur le moyen de nullité tiré de la violation du principe du contradictoire en raison de l'absence de communication aux débats de l'acte de délégation de signature et l'impossibilité physique d'aller consulter l'acte sur place et de l'incompétence d'attribution des auteurs des décisions d'admission et de maintien dont la délégation de signature n'est pas produite aux débats:

Si le juge judiciaire ne peut annuler la décision administrative d'admission ou de maintien, son office lui permet cependant d'en contrôler la régularité et particulièrement de vérifier que l'autorité qui l'a rendue était compétente.

La vérification de cette compétence passe notamment par le respect d'exigences de forme de la décision concernée qui doit, conformément à l'ancien alinéa 2 de l'article 4 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, désormais codifié à l'article L. 212-1 du code des relations entre le public et l'administration par l'ordonnance n° 2015-1341 du 23 octobre 2015, comporter « la signature de son auteur ainsi que la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci ».

En l'espèce, l'identité complète, JP BOUCHARD et sa qualité sont mentionnées sur les décisions qu'il a signées.

En application des articles du code de la santé publique dont les articles:

Article R3211-12: "Sont communiqués au juge des libertés et de la détention afin qu'il statue:

1° Quand l'admission en soins psychiatriques a été effectuée à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent, une copie de la décision d'admission motivée et, le cas échéant, une copie de la décision la plus récente ayant maintenu la mesure de soins, les nom, prénoms et adresse du tiers qui a demandé l'admission en soins ainsi qu'une copie de sa demande d'admission ;

2° Quand l'admission en soins psychiatriques a été ordonnée par le préfet, une copie de l'arrêté d'admission en soins psychiatriques et, le cas échéant, une copie de l'arrêté le plus récent ayant maintenu la mesure de soins ;

3° Quand l'admission en soins psychiatriques a été ordonnée par une juridiction, une copie de la décision et de l'expertise mentionnées à l'article 706-135 du code de procédure pénale ;

4° Une copie des certificats et avis médicaux prévus aux chapitres II à IV du titre Ier du livre II de la troisième partie de la partie législative du présent code, au vu desquels la mesure de soins a été décidée et de tout autre certificat ou avis médical utile, dont ceux sur lesquels se fonde la décision la plus récente de maintien des soins ;

5° Le cas échéant :

a) L'avis du collège mentionné à l'article L. 3211-9 ;

b) L'avis d'un psychiatre ne participant pas à la prise en charge de la personne qui fait l'objet de soins, indiquant les motifs médicaux qui feraient obstacle à son audition.

Le juge peut solliciter la communication de tous autres éléments utiles."

D 6143-33 "Dans le cadre de ses compétences définies à l'article L. 6143-7, le directeur d'un établissement public de santé peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature."

D6143-34 "Toute délégation doit mentionner :

- 1° Le nom et la fonction de l'agent auquel la délégation a été donnée ;
- 2° La nature des actes délégués ;
- 3° Eventuellement, les conditions ou réserves dont le directeur juge opportun d'assortir la délégation.

D6143-35 "Les délégations mentionnées à la présente sous-section, de même que leurs éventuelles modifications sont notifiées aux intéressés et publiées par tout moyen les rendant consultables. Elles sont communiquées au conseil de surveillance et transmises sans délai au comptable de l'établissement lorsqu'elles concernent des actes liés à la fonction d'ordonnateur des dépenses."

C'est à juste titre que le juge des libertés et de la détention de Montpellier dans sa décision du 30 décembre 2020 rappelle que les délégations de signature sont publiées et consultables de sorte de l'avocat du patient peut les vérifier.

L'avocat du patient ne peut exciper des circonstances insurmontables pour opposer la violation du principe du contradictoire, ayant eu toute latitude pour solliciter du chef d'établissement d'accueil, la possibilité de consulter l'acte en question dont la production aux débats n'est pas légalement imposée comme pièce devant être communiquée au sens de l'article R 3211-12 du code de la santé publique, d'autant que même pour les pièces légalement transmissibles par le chef d'établissement d'accueil, aucune sanction n'est prévue si les pièces requises n'accompagnent pas l'acte de saisine du juge.

En l'espèce, les décisions ont été prises par Monsieur J.P BOUCHARD, directeur général et par délégation directeur adjoint des services aux patients, santé publique et affaires juridiques et directeur de garde.

Au vu de la motivation pertinente du premier juge, ce moyen sera rejeté.

- sur le moyen de nullité tiré de l'irrégularité résultant d'une notification tardive de l'information des droits et voies de recours au regard de l'article L 3211-3 du code de la santé publique:

Par application de l'article L3211-3 alinéa 3 du code de la santé publique "le patient doit être informé le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état de la décision d'admission et de chacune des décisions mentionnées au deuxième alinéa du présent article ainsi que des raisons qui les motivent".

Outre la notification à l'audience des décisions du juge des libertés et de la détention prévue par l'article R. 3211-16 du code de la santé publique, une information en amont de la personne soumise aux soins relativement à la mesure dont elle fait l'objet est prévue.

Ainsi, l'article L. 3211-3 du code de la santé publique prévoit, depuis la loi du 27 septembre 2013, trois types d'informations devant impérativement être portées à sa connaissance :

- la personne soumise aux soins doit être informée, le plus rapidement possible et de manière appropriée à son état, de la décision administrative d'admission, de maintien ou de modification de la forme des soins dont elle fait l'objet, ainsi que des raisons qui motivent la décision en cause ;
- la personne soumise aux soins doit être informée dès son admission, son maintien en soins ou sa réadmission, ou aussitôt que son état le permet, de « sa situation juridique, de ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L. 3211-12-1 » ;
- la personne soumise aux soins doit être informée, dans la mesure où son état de santé le

permet, de tout projet de décision administrative de maintien des soins ou de définition de la forme de la prise en charge et doit pouvoir formuler des observations.

L'avocat de l'appelant objecte que le juge des libertés et de la détention de Montpellier à défaut de contre-indication médicale de notifier le jour même les décisions au patient, il ne pouvait interpréter les constatations médicales contenues dans divers certificats médicaux pour réfuter ce moyen.

En l'espèce, Madame I _____, _____ a été informée de sa situation juridique, ses droits, voies de recours et garanties de la personne en soins psychiatriques sans consentement le 22 décembre 2020 suite à la décision d'admission du même jour bien qu'elle ait refusé d'en signer l'accusé de réception;

Par contre la notification de la décision du 22 décembre 2020 ne lui a été notifiée que le 24 décembre 2020 et celle de maintien du 25 décembre 2020, le 28 décembre 2020, sans qu'une contre-indication médicalement constatée par un praticien n'empêche sa notification le jour - même puisque ses droits lui avaient été notifiés.

La Cour (1^{re} Civ., 11 mai 2018, pourvoi n° 18-10.724), approuve en l'espèce le premier président d'avoir retenu le caractère tardif de la notification de l'arrêté de maintien des soins au regard de l'article L. 3211-3 du code de la santé publique, selon lequel cette notification doit avoir lieu « le plus rapidement possible », et renvoie au pouvoir souverain du juge du fond s'agissant de l'appréciation de l'existence d'un grief aux droits de la personne soumise aux soins.

Le contrôle judiciaire du bien-fondé de la mesure nécessite également communication au juge de cette décision, dont les motifs participent précisément à la justification du bien-fondé de la mesure par l'auteur de la décision contrôlée. Cela implique l'obligation pour le juge du fond de motiver sa décision de contrôle du bien-fondé de la mesure au regard des éléments médicaux, mais également de la décision administrative contrôlée elle-même.

En l'espèce à défaut de certificat médical de contre-indication médicale à la notification des décisions d'admission et de maintien des soins, le juge des libertés et de la détention de Montpellier a tiré des constatations et diagnostics des certificats médicaux antérieurs à chaque notification des 24 et 28 décembre 2020, l'incapacité du patient à recevoir notification des décisions, alors qu'il avait reçu dès le 22 décembre 2020 information de ses droits.

Dès lors, la patiente hospitalisée dès le 22 décembre 2020 si elle en avait conscience, était informée de sa situation juridique, de ses droits, voies de recours et garanties offertes, mais ne pouvait contester la décision d'admission ou de maintien avant leur notification et de fait se trouvait privée de liberté tout en ignorant la raison jusqu'au 24 décembre 2020 à tout le moins.

L'atteinte aux droits de la patiente est patente en application de l'article L 3216-1 du code de la santé publique, et il convient d'infirmier l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Montpellier, d'ordonner la mainlevée de la mesure dans le délai de vingt-quatre heures de la notification de la présente décision à l'effet d'un éventuel programme de soins.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons recevable l'appel formé par **Madame**

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

Ordonnons la mainlevée de l'hospitalisation complète de **Madame** dans les vingt-quatre heures de la notification de la présente décision à l'effet d'un éventuel

programme de soins.

Laissons les dépens à la charge du trésor public,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement.

Le greffier

Le magistrat délégué